

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

**SOUS LE SIGNE D'UN OPTIMISME PRUDENT**

## EUROPE: BILAN 1975

On fait le bilan de l'année qui vient de s'écouler et on scrute l'horizon de l'année qui commence. On fait le compte des batailles que l'idée de l'intégration européenne a dû livrer et l'on met sur deux colonnes les victoires et les défaites. Laquelle des deux est la plus longue ?

Amis ou ennemis, on se trouve d'accord du moins sur le fait que 1975 a été une année difficile et tourmentée pour le monde entier. A la fin de 1974, les européens étaient effrayés par les menaces incalculables de la crise du pétrole. Douze mois plus tard nous voilà hantés par les trois spectres, non moins terrifiants, de la récession, du chômage et de l'inflation. Au début de l'année passée, un éditeur américain a mis en vente des calendriers de l'année...1930 parce qu'on lui avait signalé que la correspondance des jours s'avérait parfaite. Coïncidence bien troublante pour ceux qui se rappelaient l'ouragan de la grande crise d'il y a 45 ans ! Un sondage d'opinion publique effectué dans les pays de la Communauté européenne a prouvé que les gens sont conscients d'une aggravation de la situation économique: 83% des Italiens interrogés, et 82% des Anglais, pensent qu'on vivait mieux il y a 4 ou 5 ans.

On peut être d'accord sur un autre point encore: en 1975, l'européisme a enregistré

à son actif beaucoup de grandes initiatives qui se proposaient de le faire sortir de l'impasse et de la stagnation. Le même sondage qu'on vient de citer, et qu'on appelle l'Eurobaromètre, indique que dans les neuf pays communautaires (à l'exception de la Grande-Bretagne et du Danemark), la majorité de l'opinion publique se sent déçue par les progrès trop timides réalisés sur la voie de l'unification européenne et *se déclare favorable à la prise de décisions plus audacieuses*. Il semble donc que les peuples intéressés à l'intégration soient plus pressés que leurs gouvernements. C'est déjà beaucoup pour rester optimiste.

### *Les succès*

Août: A Helsinki, à la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, le premier ministre italien Aldo Moro parle et signe au nom des «Neuf». Le mot d'ordre y est la *détente*, le concept-clé du moment politique actuel, la prémisse inéluctable de tout progrès réel sur la voie de l'unification européenne. L'importance des principes politiques et humanitaires approuvés est capitale, mais tout dépend de leur application et de nombreux doutes et de la méfiance subsistent à ce sujet. L'interprétation *sui*

*generis* que Moscou donne à «l'esprit de Helsinki» est loin d'être rassurante.

Novembre: Réunion au sommet au château de Rambouillet, où l'on discute les problèmes économiques vitaux du monde entier. A Bruxelles, la «Conférence tripartite sur la structure économique et sociale dans la Communauté» réunit autour de la même table les représentants des gouvernements, des syndicats (qui parlent au nom de 37 millions de travailleurs) et du patronat.

Décembre: Conférence Nord-Sud, la réalisation d'une idée d'importance inestimable conçue par V. Giscard d'Estaing. Les pays de la Communauté Européenne y sont représentés par une délégation unique. On se rend compte que le sort de la Communauté est lié à l'évolution des antagonismes à l'intérieur du triangle «Pays industrialisés - pays producteurs de pétrole - pays en voie de développement». D'aucuns ont caractérisé cette grande conférence comme un «dialogue de sourds», mais nous sommes persuadés que le seul fait d'avoir réussi à entamer ce dialogue est déjà un succès.

Toujours au mois de décembre, le Conseil européen réuni à Rome prend deux décisions spectaculaires: l'élection, en 1978, de l'Assemblée européenne au suffrage universel et l'institution du «passeport européen». Si la seconde décision a une valeur plutôt symbolique, la première s'avère une conquête substantielle et de bon augure. «Cette Assemblée - lit-on dans «Le Monde» du 14-15 décembre - sera la forme européenne de la supranationalité» et, quand elle deviendra une réalité, «nous serons passés d'un seul coup à l'Europe fédérale, donc intégrée».

Dans cette chronologie, forcément incomplète, nous nous sommes limités à l'énumération de quelques faits positifs. Leur poids est-il vraiment supérieur à celui des échecs et des objectifs non réalisés ? Nous le pensons; mais les obstacles qui se dressent devant nous restent certes considérables; l'optimisme doit être prudent et les espérances pour 1976 raisonnables.

### *Les difficultés .....*

Il y a tout d'abord la contradiction entre le nationalisme isolationniste et l'intégrisme, entre les pays qui, pour diverses rai-

sons, parfois justifiées, restent encore méfiants et les pays plus mûrs pour l'unification. Comme il est bien naturel, les vicissitudes de la situation économique déterminent, sur le plan politique, des oscillations, des changements d'humeur, des poussées dans un sens ou dans un autre, des mouvements centrifuges et centripètes. La cohésion politique des Neuf et les chances d'élargir les structures de la Communauté par l'admission de nouveaux membres dépendent dans une grande mesure des rapports avec les États membres du pacte de Varsovie. L'accroissement de la force militaire de ces derniers, qui a caractérisé l'année passée d'une manière inquiétante, est un facteur fort peu encourageant, qui met en doute la bonne foi des Soviétiques et par conséquent la valeur des documents signés à Helsinki.

D'autre part, le sort et l'avenir de la communauté dépendent aussi de l'évolution des rapports avec le tiers monde, rapports dont il serait insensé d'ignorer les difficultés. Contentons-nous de citer un fait récent, qui prouve aussi l'impossibilité des Neuf d'adopter une ligne commune devant leurs interlocuteurs: la conférence monétaire de Kingstone (Jamaïque), où les représentants des pays communautaires ont affronté ceux du groupe des 24 pays en voie de développement et où les thèses plus conciliantes de la Grande-Bretagne et de l'Italie contrastaient avec celles des «durs» (l'Allemagne, par exemple).

### *.....sur le plan économique*

...on constate les conflits d'intérêts dans la politique agricole et monétaire, la persistance de la «guerre du vin», les contrastes provoqués par la question du pétrole (qui oppose la Grande-Bretagne, futur pays producteur, aux autres membres de la Communauté). Et que dire de la fracture qui divise, au sein de la Communauté Européenne, les pays riches de ceux qui sont aux prises avec les graves effets de la crise, et qu'on appelle parfois «les malades» ou «les parents pauvres» de la Communauté ?

### *.....sur le plan social*

...chaque pays membre lutte avec ses dif-

ficultés spécifiques. Il est clair que la tension entre les travailleurs et le patronat, particulièrement marquée en Italie, les inégalités et les injustices sociales, ainsi que les différences concernant les conditions économiques des chômeurs dans les pays communautaires représentent autant de facteurs négatifs qui ralentissent le procès d'intégration et mettent en danger les assises mêmes du noyau de l'Europe unie. Mentionnons aussi la grande portée sociale de l'existence des 7 millions d'émigrants qui travaillent dans les pays communautaires plus riches et dont à peu près un quart est constitué par des citoyens des Etats communautaires moins aisés.

### *Et les solutions ?*

On peut être sûr qu'en 1976 les suggestions, les initiatives, les projets ne manqueront pas, comme ils n'avaient pas manqué en 1975. Il y aura encore et toujours des réunions, des conférences, des débats internationaux qui s'efforceront de trouver des remèdes à tous les maux dont souffre la jeune et fragile Europe unie. On n'arrivera certainement pas à des résultats retentissants et l'on sera plutôt obligé de constater, une fois de plus, qu'on n'arrive ni à neutraliser le nationalisme isolationniste, ni à harmoniser les politiques économiques nationales, ni à remporter une victoire éclatante et rapide sur les trois principaux ennemis actuels de l'intégration: la récession, le chômage, l'inflation.

Et les résultats positifs ? Et les solutions ? On les trouvera, ou l'on commencera à les trouver. Au moins quelques-unes, et elles seront provisoires, timides et gauches. Elles seront humaines, c'est-à-dire imparfaites,

mais perfectibles. Malgré tout, ce qu'on a réalisé en 1975 n'est pas négligeable. Certainement, la bonne volonté et les bonnes intentions ne suffisent pas, mais elles sont indispensables. Il nous faut encore plus de maturité et de clairvoyance, plus de courage et de lucidité. Les réussites futures dépendent beaucoup d'une bonne organisation du travail. Là aussi il y a pas mal de choses à faire et à refaire. Les organismes communautaires pourraient mieux fonctionner. Dans son «Rapport sur l'union européenne», le premier ministre belge Léo Tindemans propose qu'on donne plus de pouvoirs au Conseil européen et au Parlement européen et que les décisions du Conseil des ministres de la CEE deviennent plus efficaces et soient plus vite appliquées.

Si l'on souhaite voir, en 1976, la cohésion politique et sociale, l'harmonie économique et le potentiel défensif de la Communauté se consolider sensiblement, on souhaite aussi que le noyau actuel de l'Europe unie donne aux autres pays européens, non encore intégrés, un exemple de force morale, devant lequel les régimes totalitaires de toute espèce se voient obligés de se plier. L'esprit de l'europhisme, qui se propose avant tout de faire du Vieux Continent un facteur de paix et de progrès social, remportera ainsi une victoire dont la portée dépassera sans doute les frontières géographiques et nationales de l'Europe. Mais pour atteindre ce but on exige, de la part de tous les facteurs intéressés, des efforts renouvelés de compréhension mutuelle, des preuves de fermeté inlassable, moins d'égoïsme et quelques sacrifices non négligeables.

*Europaes*

---

---

---

---

---

**«Se saremo uniti saremo forti  
Se saremo forti saremo liberi»**

**A. De Gasperi**

---

---

---

---

---



Tel Aviv contemple certainement avec satisfaction les flammes de Beyrouth et peut-être même avec un certain sourire, comme cela advient toujours lorsque la guerre éclate dans le camp ennemi et quand on estime que l'incendie qui fait rage dans la maison du voisin ne peut pas se propager chez soi. Le virus du Viêt-nam semble s'être installé sur les côtes de la Méditerranée, c'est-à-dire au seuil même de la porte européenne, alors que ce même virus terrible, bien qu'il n'ait pas encore été identifié avec précision, semble avoir fait son apparition au Portugal.

L'Europe ne peut pas demeurer indifférente face à ce phénomène alarmant qui l'intéresse de si près et ne peut certes pas se limiter à déplorer que des armes françaises, allemandes, suédoises et anglaises soient vendues aux combattants du Liban et livrées par des navires au nom clairement italien.

### *En Angola*

Sans le lourd handicap de la guerre civile, l'Angola se trouvait dans les conditions de devenir rapidement un des «grands» pays de l'Afrique, aux côtés de la Nigeria, de la République sud-africaine et du Zaïre. Grâce à ses six millions d'habitants, sa terre était prête à offrir des richesses énormes; non seulement du sous-sol doté de grandes réserves de pétrole, de diamants, de fer, de phosphates, d'or, d'argent, de cuivre et d'uranium, mais aussi d'une agriculture intensive, capable de produire de grandes quantités de produits de qualité.

Des digues gigantesques et des centrales hydro-électriques très importantes assurent au pays une quantité d'énergie électrique et d'eau qui excède largement les besoins du pays.

Abandonné par le Portugal et le régime colonial ayant cessé, un grand avenir s'annonçait pour l'Angola.

La révolte de la population contre le pouvoir colonial avait commencé en 1961. Pendant de nombreuses années, les autorités portugaises estimèrent pouvoir exploiter les divisions internes du Mouvement Nationaliste de l'Angola; c'est ainsi qu'après Salazar, lorsque le Portugal accorda l'indépendance à l'Angola, il a été laissé derrière soi une situation prête à exploser, car le Mou-

vement Nationaliste s'était scindé en trois factions et chacune d'entre elles voulait prendre le pouvoir.

D'une part, le Mouvement du MPLA d'Agostino Neto, soutenu par l'Union soviétique, de l'autre le FNA du chef «charismatique» Roberto Holden, soutenu par les Américains par le biais du Zaïre (et, pour un certain temps par la Chine également), flanqué de l'UNITA, le groupement de Jonas Savimbi, qui opère dans le sud de l'Angola et reçoit l'aide de mercenaires provenant de l'Afrique du Sud. La toute récente réunion des Etats africains qui s'est tenue à Addis-Abeba, sous la présidence de ce personnage déroutant qu'est Idi Amin, dictateur de l'Ouganda, a marqué un manque total de décision pour l'Angola car 22 pays se sont déclarés prêts à reconnaître le gouvernement d'Agostino Neto, mais 22 autres pays se sont déclarés disposés à ne reconnaître qu'un Angola dirigé par un gouvernement de coalition. C'était là une défaite pour l'Union Africaine qui ne s'était d'ailleurs souvent démontrée qu'une formule.

Tout le continent africain n'a été réuni qu'en une seule occasion par une même vision politique: celle d'exploiter l'antagonisme des grands blocs sans s'en laisser conditionner, ni économiquement, ni idéologiquement.

Partout en Afrique, les sujétions «philosophiques» ont été repoussées par les Africains en même temps que les pactes militaires.

### *Moscou à la recherche d'un rivage africain ?*

L'Union soviétique s'est manifestée en Angola d'une façon massive: tant directement par l'envoi de moyens imposants qui ont permis au MPLA d'occuper les quatre cinquièmes du territoire de cette nation, y compris Luanda, la capitale, qu'indirectement, mais de façon encore plus apparente, par la présence de troupes armées cubaines.

L'Angola offre aux Soviétiques un intérêt stratégique énorme parce qu'il leur permet d'établir des bases navales sur la côte atlantique, c'est-à-dire sur la route du pétrole, ce que les Etats-Unis ne pourront jamais accepter.

Pretoria a reconnu officiellement son intervention en Angola; elle consiste en une

colonne de 150 hommes dotés de moyens blindés dont la mission est de protéger les installations hydro-électriques situées aux confins du sud-est africain et qui fournissent en énergie électrique et en eau d'irrigation également les territoires de la République sud-africaine.

Moscou a reconnu l'intervention soviétique en faveur d'Agostino Neto. Mais alors que la Pravda commente en termes modérés les événements de l'Angola, l'agité Fidel Castro se vante de son imposante présence armée dans ce lointain pays africain où sa participation ne lui procure, à part l'image d'un serf stupide, que la satisfaction de braver les Etats-Unis; entre-temps, ce n'est pas lui qui va mourir sur cette terre africaine, mais seulement quelques-uns de ses partisans fanatiques.

### *Les erreurs de Moscou et la carte gagnante de l'Europe*

L'Union soviétique s'est toujours trompée dans chacune de ses approches avec le tiers monde, des pays arabes au Congo.

La Chine également, qui pourtant se présentait à ces peuples avec une plus grande modestie et des intérêts nettement moindres, n'a pas obtenu, à la fin, de meilleurs résultats. A ces deux grandes puissances, comme aux Etats-Unis, les Africains ont toujours préféré, au fond, la vieille Europe qui leur fait moins peur et qui a toujours limité chacun de ses discours aux questions économiques et commerciales.

C'est peut-être justement en raison de l'attitude africaine que les Etats-Unis sont en train de revoir avec plus de respect les possibilités de l'Europe en politique étrangère.

«Il faudra 100 ans pour que les Soviétiques puissent comprendre la mentalité des Arabes» a déclaré un écrivain égyptien.

Cette thèse peut être valable, également, pour l'Afrique.

Nasser avait coutume de répéter cette boutade «Avec les Soviétiques, je suis le débiteur; donc je suis le plus fort». Sadat, son successeur, a démontré que là, au moins, il avait vu juste.

Les sables du désert égyptien ont englouti une partie du revenu et du prestige soviétique et Moscou n'a obtenu qu'une rude mise à la porte. Insatisfaite, l'U.R.S.S.

a tourné son attention vers Gheddafi; mais rien ne prouve que le chef de la Lybie soit aujourd'hui moins anticommuniste qu'hier. Dans la querelle pour le Sahara espagnol entre l'Algérie et le Maroc, l'U.R.S.S. a voulu intervenir; mais pas même cela n'a suffi à transformer le musulman Boumedienne en un philocommuniste.

Tout laisse à penser que dans la partie septentrionale de l'Afrique, un Fidel Castro doit encore naître. En descendant vers l'Equateur et au-delà, il n'existe pas un pays en Afrique qui ait offert une prise réelle aux Soviétiques.

Les agents de Moscou ont perdu la face au Ghâna comme au Soudan; Addis Abeba n'a rien offert aux Soviétiques. L'inquiétant Idi Amin, qui s'est battu pour que soit reconnue la faction philosoviétique de l'Angola, arbore sur son uniforme l'insigne de parachutiste qu'il a obtenu dans un camp d'entraînement israélien. En Tanzanie, le président Nyerere a préféré, pour la construction de la voie ferrée avec la Zambie, l'aide chinoise à celle de l'U.R.S.S., mais a donné des preuves d'autonomie absolue vis-à-vis de Pékin.

Le Zaïre (ex-Congo belge) a ouvert ses portes toutes grandes aux capitaux occidentaux.

Mais la guerre civile qui a éclaté en Angola a remis en question tout ce qui pouvait être considéré comme un ordre établi en Afrique, même s'il n'était pas parfait. La chute éventuelle du Mozambique et de l'Angola, ce que nous pourrions appeler «la digue portugaise», mettrait en contact direct les Soviétiques avec «les forteresses blanches» de Salisbury et de Prétoria. La position de l'Europe face à l'Afrique a un besoin urgent d'être éclaircie dans l'intérêt de l'Afrique, de l'Europe et même de la paix mondiale.

Dans la crainte d'un contact direct avec les Soviétiques, l'Afrique du Sud et la Rhodésie ont tout intérêt à entraîner l'Amérique dans la bataille de l'Angola et, par suite, un nouveau Viêt-nam se profile en terre africaine. L'Europe ne peut pas rester uniquement spectatrice en face de l'extension d'un incendie pareil. L'histoire du monde a besoin d'elle; mais pour avoir un poids dans l'histoire du monde, il faut désormais que l'Europe se présente unie.

*Roberto Cestelli*

# LE PLAN TINDEMANS OU L'EUROPE A DEUX VITESSES

«Monsieur Europe», c'est-à-dire Léo Tindemans, Premier ministre belge, a présenté au moins de janvier - après un an de consultations avec des représentants de diverses forces politiques et sociales, ainsi qu'avec maints experts, un texte de 75 pages qui constitue le rapport sur le passage de la Communauté vers l'Union européenne.

Les idées-maîtresses de ce rapport sont les suivantes:

1. L'union européenne ne sera pas complète sans une *politique commune de défense*.

2. Nécessité d'éliminer les divergences politiques entre les membres de la C.E.E. «La Communauté européenne a intégré les marchés. *L'Union européenne devra intégrer les politiques*».

3. *Le Parlement européen* élu, en 1978, par suffrage direct, devra être pourvu de pouvoirs réels.

4. Augmentation du rôle effectif du *Conseil européen* (le «sommet» des chefs de gouvernements), de la *Commission européenne* et de son président (nommé par le Conseil).

La proposition qui a donné lieu à plus de discussions et de critiques est:

5. L'intégration économique et monétaire sera réalisée plus rapidement par les pays qui en ont les moyens que par ceux qui éprouvent actuellement le plus de difficultés.

Voilà «l'Europe à deux vitesses», l'idée de cristalliser et consacrer une situation *de facto*, qui voit la Grande-Bretagne, l'Italie

et l'Irlande condamnées à se traîner à la remorque des Six riches (Allemagne, France, Danemark et les pays du Bénélux). Cette thèse a été lancée à la fin de 1974, par Willy Brandt, mais a soulevé moins d'inquiétude et de protestations compte tenu du fait que le leader social-démocrate allemand - à la différence de M.Tindemans - n'exerçait alors aucune fonction politique gouvernementale, ni dans son pays ni au niveau communautaire.

«Je ne cache pas mes doutes sérieux sur cette proposition - a déclaré M.Callaghan, secrétaire au Foreign Office - car la création de deux niveaux pourrait finalement aboutir à l'éclatement de la Communauté». D'autres personnalités politiques ont souligné, dans le même sens, que le but à poursuivre, c'est la suppression des décalages entre les Neuf et l'instauration d'un esprit de solidarité et d'entraide.

Le plan Tindemans a aussi été critiqué pour le manque d'une analyse sur les causes de l'inflation, du chômage, de l'endettement extérieur et sur les difficultés de la restructuration industrielle, ainsi que pour l'absence de toute référence aux relations avec l'Europe de l'Est.

Le Premier ministre belge qualifie son propre plan de «réaliste et réalisable», mais il semble que les nouveautés qu'il apporte et les solutions qu'il envisage restent en dessous des grands objectifs qu'il s'était proposé d'atteindre. ■

---

---

## AVIS AUX LECTEURS

LA PUBLICATION DE LA SUITE DES ARTICLES QUI COMPOSENT NOTRE RUBRIQUE «A LA PORTE ORIENTALE DE LA C.E.E.» PRENDRA DANS LE PROCHAIN NUMERO DU «BULLETIN EUROPEEN»

---

---

# SAKHAROV

*«Dans de nombreux pays, il n'existe ni liberté d'opinion, ni liberté d'expression, ni liberté de mouvement. Que font les organisations internationales pour que les Etats membres respectent leurs engagements ? Pratiquement rien».*

*(De la Déclaration signée le 12 décembre 1975 par 47 lauréats du prix Nobel)*

L'homme qui depuis quelques années se trouve à la tête des dissidents soviétiques a reçu le prix Nobel de la paix. Les autorités de son pays lui ont refusé le permis de se rendre à Oslo pour retirer le prix, en invoquant le fait qu'il détient des secrets d'Etat qu'il aurait pu divulguer.

Voilà résumé, en deux phrases incolores, le «cas Sakharov», tel qu'il s'est présenté à l'opinion publique au début du mois de décembre dernier. Le fait a suscité beaucoup de commentaires et a ravivé les polémiques classiques sur l'interprétation de certains concepts fondamentaux comme «démocratie», «liberté», «justice», «droits de l'homme» et sur les rapports entre l'Etat et l'individu. Le cas Sakharov a aussi alimenté les discussions, de date plus récente, autour de la stratégie du mouvement communiste international, de la crédibilité de formules telles que «communisme en liberté» ou «communisme au visage humain» et de la valeur des documents signés à Helsinki.

On part de l'examen d'un cas très particulier - le sort d'un homme, ses mérites, le prix qu'il a reçu, un visa refusé - et l'on se voit entraîné irrésistiblement vers la discussion des grands problèmes qui travaillent le monde contemporain: l'avenir immédiat et lointain de la politique de la détente, les bases sur lesquelles on devrait construire la paix, les droits de l'homme.

Nous avons dit «un cas très particulier», et dans un sens l'expression est sans doute juste. Mais ce qui nous importe de souli-

gner c'est que le cas de Sakharov n'est pas isolé et surtout qu'il ne doit pas être présenté comme tel. Il n'est pas isolé parce que, avant lui, il y a eu, entre autres, celui de Siniavsky et de Soljenitsyne. Et puis il y a eu récemment le procès du biologiste Serge Kovaliev, condamné sans appel à sept ans de camp à régime sévère et à trois ans d'exil pour avoir exprimé des opinions politiques en désaccord avec celles des dirigeants de son pays. Le procès a été - lit-on dans une déclaration signée par quinze intellectuels soviétiques - «une parodie cynique de justice à l'encontre d'un homme courageux et honnête qui s'est sacrifié pour la défense de la justice et de la légalité». Un mois plus tard, le mathématicien Léonide Pliuch, arrêté en 1972 pour «agitation et propagande antisoviétique», pouvait enfin quitter l'asile d'aliénés de Dniepropetrovsk où il avait subi un traitement médical ignoble réservé à certains intellectuels qui s'obstinent à ne pas reconnaître les dogmes politiques du Kremlin. Combien sont-ils ces «fous» qu'il faut soigneusement isoler du reste de la société soviétique, saine - c'est-à-dire docile, impuissante, résignée ? Personne, ici, ne sait le dire. Et quelle est la population actuelle de l'Archipel Goulag, de triste renommée ? On est plongé dans la même ignorance.

Nous savons très bien que, pour les dirigeants soviétiques, parler des dissidents sans les appeler ennemis du peuple et sans condamner leur soi-disant folie, veut dire





# THE NORTH-SOUTH DIALOGUE

by R.C. Hood

After many ups and downs, the North-South conference opened in Paris on December 16, 1975, and President Giscard d'Estaing in his opening address to the conference, declared that it was without precedents. For the first time in history, global economic problems were to be examined on a world-wide scale.

Only China and Russia, along with its satellite states, did not participate in this world conference. The form of autarchy with which these two giants have surrounded themselves, at least regarding supplies of raw materials, places them in a state of «splendid isolation», more apparent than real, since both nations do need Western European and US technologies, and the Soviet Union has also shown it does not mind the inflow of capitals from these nations and from Japan, too. Furthermore, the Soviet Union was obliged to turn to the big North American wheat producers, in order to restore its food balance, which shows a frightening 20-million-ton-per-year wheat deficit, that is, a quantity sufficient to satisfy the cereal needs of 100 million people in any industrialised country.

In spite of these two absentees, it is certain that the North-South conference is a world-wide assembly of extraordinary importance, that will give extremely interesting results if the assembled nations can avoid being carried away by political passion, which is a factor present in all meetings between rich and poor. It is also true that the demarcation line between rich nations and poor countries assembled in Paris is not at all straight, because in the group of industrialised countries, the economic crisis has had very deep effects on some nations and among the 19 Third World representatives are Venezuela, Brazil, Nigeria, Saudi Arabia, Iran and Iraq, that is, coun-

tries which are potentially among the richest in the world and some of which, the oil-producing ones, have the highest national revenues in the world and a capital flow higher than their investment possibilities.

## THE WEAKNESS OF THE EEC

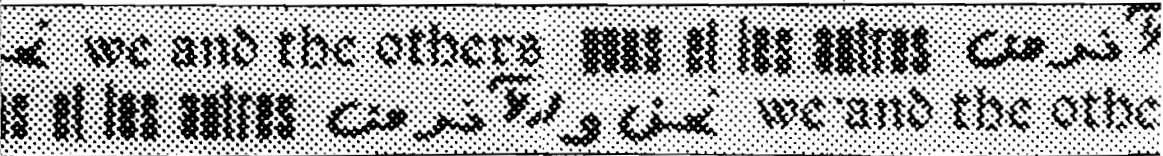
The Europeans arrived at the conference weak and divided. All dialogue was definitely dominated by the oil-producing countries in the first part.

The «energy compromise» agreed upon in Rome by the EEC Prime Minister a few weeks before, had allowed Great Britain to accept the policy of the community, but it became evident that it was compromise from the very first remarks at the conference, when the British Foreign Minister, Mr. Callaghan, in contrast to the spirit and the letter of the Rome agreements, asked for the establishment of a floor price for oil, necessary according to London and Washington, to protect the development of alternative sources of energy.

The United Kingdom showed astonishment to the reaction of the other EEC countries and in particular France and Germany.

That is the reason why the EEC turned up at the conference in Paris very weak internally, and therefore weak in its external appearance and policy.

On December 9, the EEC foreign ministers told the Executive Commission to present a series of principles outlining a common energy policy by the end of January, that is, when the North-South dialogue will enter its operative phase. The EEC government is therefore getting ready for a last effort. From then on, all the responsibility will fall back on the individual governments of each member state, and therefore on



the political forces that represent them.

## THE POINTS OF VIEW OF THE ARAB WORLD

Mr. Bouteflika, the Algerian Foreign Minister, declared at the conference that negotiations between the two groups should be global and the results globally balanced. This theme after all is what the whole Third World, both rich and poor countries, has adopted and imposed upon its industrialised rivals. When more than a year ago Giscard d'Estaing proposed a far-reaching triangular conference (industrialised nations, crude oil exporting countries, and the poor Third World) the Paris meeting was supposed only to be a conference on energy, and at that time the whole world economy was under the shock of the enormous increase in the price of oil.

The Third World rejected this type of conference and since then, the principle of global negotiations was born, and the Third World, asked for and obtained a full reexamination of the economic order.

Sheik Ahmed Yamani, the prestigious Saudi Arabian Oil Minister, although showing himself satisfied with the conference, pointed out in his declarations, that the actual fact that it had commenced was positive. At the same time he underlined the contradictions of the US positions, which, regarding the price of oil, were in net contrast with the EEC countries, except Great Britain. It was interesting to note in Mr. Yamani's declarations, the fact that the Arab countries are perfectly aware of the high degree of technical development of the international oil companies and, also of the opportunities, leaving aside all nationalistic feelings, of making use of their capacity for the development of the oil industry, starting with extraction, down to all the other industrial activities indispensable for the country's development. Mr. Yamani gave certain precise hints about negotiations under way between his country and ARAMCO.

## GREEN LIGHT AT THE NORTH-SOUTH CONFERENCE

After the difficulties that beset the conference during the four days it lasted, early on December 19, the 27 delegations reached an agreement which fixed the start of the work of the four commissions appointed by the conference, to study energy, raw materials, development and financial affairs, for February 11 in Paris. This will happen regardless of the results of the meeting that the copresidents of the conference and the commissions held in Paris on January 26.

The final communiqué issued by the conference states that: «The preparations for the work of the four commissions will be examined in the course of this meeting, after consulting the participants in the general conference. This meeting will be held within the framework of the orientations expressed in sections 10-14 of the final declaration of the second preparatory meeting». In order to understand the nature of the compromise reached, it should be borne in mind that Mr. Bouteflika, the Algerian Foreign Minister, greatly applauded by the «tough» Third World nations such as Nigeria and Peru, had asked the meeting of the 10 co-presidents to overcome any shortcomings of the foreign ministers' meeting. The attitude of the Algerian Foreign Minister met the opposition of Mr. Yamani.

The Saudi Arabian Oil Minister, interested in an early start to the work of the commissions was not willing to accept the chance of yet another preparatory meeting. The eight industrialised countries that shared Mr. Yamani's worry supported his thesis. Although Algeria has tried to politicise the conference the latter ended the first part, giving the green light to the actual start of the works.

The discussion that will follow will have to silence excesses of selfishness. Wise merchants know very well that you cannot trade for excessive prices because you cannot sell to poor customers.

# UN GESTE CONTRE L'EUROPE

*Nous avons souvent été contraints d'accueillir des réponses à quelques articles d'émigrés hongrois qui, par des manipulations absurdes, tentent d'attirer l'attention de l'opinion publique sur un problème inexistant: la naissance d'un irrédentisme au sein d'une minorité hongroise installée en Roumanie.*

*Il est évident que partout où les frontières entre les nations ne sont pas représentées par des obstacles naturels tels que mers, chaînes de montagne ou grands fleuves, il y a eu, dans les zones frontalières, des mélanges ethniques; et lors de la définition des frontières politiques, on a été contraint d'attribuer à un Etat ou à un autre des groupes minoritaires infiltrés parmi les populations d'autres groupes et dans lesquels ils se sont insérés et souvent mêlés, au point de se fondre. Cela ne s'est cependant pas toujours produit et, dans ce cas précis, il a surgi des problèmes réels d'irrédentisme qui, à une époque passée, provoquent des conflits de dimensions pouvant même être vastes.*

*Le Bulletin Européen estime que le problème des minorités peut trouver une solution définitive et pacifique dans l'intégration européenne comprise non seulement comme une fédération d'Etats, mais aussi comme une union de peuples.*

*C'est pour cette raison que nous jugeons l'action des Hongrois, un geste hors d'époque et contre l'Europe.*

La Rédaction

## UNE MANIPULATION ABSURDE

Les Hongrois sont-ils vraiment persécutés en Roumanie ?

Voilà une question que beaucoup de personnes de bonne foi, non familiarisées avec les réalités balkaniques, se posent à juste titre en lisant certains articles que des émigrants hongrois et leurs sympathisants publient dans la presse occidentale. Et si les plaintes sont justifiées, suffit-il d'obliger les autorités roumaines à faire cesser les injustices clamées, ou devrait-on remettre en discussion les frontières actuelles de la Roumanie, qui séparent «des millions» de Hongrois de leurs frères qui habitent la Hongrie ? C'est naturellement cette seconde question, insinuée avec beaucoup d'habileté, que les publications mentionnées veulent provoquer à tout prix.

Les Roumains sont un peuple très accueillant, toujours et même trop «bucuros de oaspeti» (heureux d'accueillir les hôtes), et ont fait preuve, au cours des siècles, de tolérance, voire de bienveillance à l'égard des étrangers, même quand ceux-ci arrivaient en masse, animés d'intentions tout autre que pacifiques et amicales. La xénophobie est tout ce qu'il y a de contraire à la nature des Roumains; il faut se donner

beaucoup de peine pour avoir raison de leur patience et de leur indulgence. D'aucuns y ont réussi parfois, et c'est justement le cas des Hongrois, dans maintes occasions particulièrement critiques de l'histoire roumaine. La population roumaine de la Transylvanie, qui a toujours été majoritaire, a dû réagir aux provocations de la minorité surtout pendant les siècles d'occupation hongroise, ce qui explique la tension, les poussées chauvines de part et d'autre, certains excès regrettables. Ladite tension était plus marquée sous l'ancien régime; mais il ne faut pas oublier - pour rendre encore une fois justice aux Roumains - que dans l'ancienne Roumanie la loi n'interdisait pas l'usage de la langue maternelle des nationalités cohabitantes, que la Constitution proclamait les droits égaux de celles-ci, qu'il existait des écoles pour ces minorités, des journaux et d'autres publications en hongrois et en allemand, et qu'il y avait même dans le cabinet de N. Iorga en 1931 un Sous-Secrétariat d'Etat pour les minorités nationales, le premier de ce genre en Europe.

Certes, la solution de la question nationale est un processus très complexe, qui

ne saurait se résumer à quelques principes de droit ou à certaines mesures institutionnelles. La tolérance et la bonne volonté, quoiqu'indispensables, ne suffisent pas. Le nouveau régime de Bucarest, fidèle aux traditions humanitaires du peuple roumain, a réussi à créer à toutes les minorités un cadre juridique et des conditions de vie auxquelles un juge impartial ne trouverait rien à objecter. Si la question nationale existe encore en Roumanie, sous des formes atténuées en tout cas, ce n'est certainement pas par la faute du gouvernement. Si l'ingratitude est un péché de tous, il y a quand même des limites tolérables, que les Hongrois citoyens roumains ont souvent dépassées et continuent à ignorer.

A l'heure actuelle, le problème est compliqué par l'intensification de l'encouragement officieux que les prétentions excessives de cette minorité hongroise reçoivent de la part du régime de Budapest et par certaines manoeuvres occultes de l'URSS, qui visent à l'affaiblissement de la cohésion de la Roumanie, engagée sur la voie de l'indépendance.

Nous n'avons pas l'intention de présenter toutes les pièces du procès, ni de fournir des renseignements bibliographiques sur le riche matériel qui témoigne de la recrudescence de l'irrédentisme hongrois. On se contentera de quelques remarques sur un article paru le 2 avril 1975 dans les colonnes du «Financial Times» et envoyé à Londres par un mystérieux «special correspondent». Si notre choix est tombé sur cette correspondance, c'est à cause de son caractère typique du point de vue des arguments utilisés.

1. On y accuse le gouvernement roumain de fabriquer de fausses statistiques sur les minorités: il y aurait donc en Roumanie 3 millions de Hongrois, et non pas seulement 2 millions, mentionnés dans les documents officiels. Insinuation gratuite et tout à fait invraisemblable. En tout cas, il ne nous est apporté aucune preuve à l'appui.

2. A propos de la Transylvanie nous apprenons uniquement qu'«elle faisait partie de la Hongrie jusqu'en 1920, quand le Traité de Trianon la céda à la Roumanie», comme si ce territoire n'avait pas toujours été roumain et habité par une population majori-

taire roumaine. Le substrat irrédentiste saute aux yeux !

3. L'auteur de l'article prétend que le régime de Bucarest persécute les intellectuels hongrois et - *horribile dictu* - leur fait subir des procès injustes, qui les privent de la liberté et les empêchent de publier leurs travaux. Mais le seul cas qu'il cite est celui du folkloriste et musicologue, Zoltan Kallos, plusieurs fois condamné pour homosexualité. On prétend qu'il s'agit là d'un prétexte et que la vraie raison de ces procès serait le fait que Zoltan Kallos est hongrois. Toutefois, le correspondant du «Financial Times» se voit obligé de reconnaître que les oeuvres de Kallos ont été publiées en Roumanie, et même en plusieurs éditions ! Bien entendu, l'auteur se garde bien d'informer ses lecteurs sur les publications en hongrois qui paraissent en Roumanie et il ne dit pas que, rien qu'au cours de ces dernières années, on a publié plus de 1500 livres (environ 2 000 000 exemplaires) et que la population hongroise du pays a à sa portée 41 journaux, revues et bulletins chiffrant un tirage de plus de 600 000 exemplaires.

4. On lance ensuite des affirmations sur des prétendus déplacements forcés des Hongrois de la Transylvanie dans les autres régions de la Roumanie et sur un afflux de Roumains dans les cités à majorité hongroise, Roumains qui, dans les intentions du gouvernement, devraient assurer un caractère roumain à ces cités. A ce propos il faut préciser que la forte industrialisation de la Transylvanie a fait affluer beaucoup de Roumains dans cette région, mais ce phénomène naturel n'a rien à voir avec une prétendue politique hostile envers les minorités nationales.

5. En Roumanie, l'enseignement dispensé dans les langues des nationalités cohabitantes a enregistré pendant le dernier quart de siècle un développement correspondant aux besoins. Pendant l'année scolaire 1970-1971, par exemple, on comptait 1776 écoles de culture générale, 107 lycées, 6 lycées pédagogiques et auprès des institutions et des universités il y avait des sections et des facultés où l'on enseignait en langue hongroise. L'auteur de l'article cité

se déclare pourtant tout à fait insatisfait de cette situation (qu'il ne décrit d'ailleurs pas) et, en fait d'arguments, il se contente de critiquer la fusion des universités Babes (roumaine) et Bolyai (hongroise) de Cluj - fusion décidée en 1959 et de donner une information inexacte sur le nombre minimal d'élèves requis pour justifier la constitution d'une classe avec enseignement en langue hongroise: il nous dit en effet que ce chiffre serait de 25 élèves. En réalité dans toutes les localités de la Roumanie où il existe au moins 6 enfants pour les classes I à IV et un minimum de 15 élèves pour les classes V à X qui souhaitent étudier dans leur langue maternelle, de telles classes peuvent être établies.

6. L'auteur se fait l'écho de certaines rumeurs et suppositions qui circulent parmi les Hongrois de Roumanie et qui prouveraient l'existence de persécutions nationales. Les étrangers se rendant en Roumanie pour visiter leurs familles doivent loger dans les hôtels et ne sont plus autorisés à habiter avec leurs parents. Les minorités supposent que la mesure a été prise pour contrarier et vexer leurs parents qui vivent à l'étranger et rendre moins agréable et plus coûteux leur voyage en Roumanie. (En réa-

lité, ces dispositions ne s'appliquent pas aux étrangers qui ont en Roumanie des parents de premier degré).

7. A côté d'affirmations inexactes ou dénaturées, nous trouvons aussi des accusations ridicules. Par exemple, le fait que les archives des collèges et des églises sont devenues propriété de l'Etat rendrait difficile aux chercheurs hongrois l'accès aux documents concernant l'histoire de la Hongrie !

L'article termine par la conclusion qu'il y aurait de bons motifs pour que les Hongrois désirent quitter la Roumanie et se rendent en Hongrie, et l'on ajoute qu'une véritable avalanche de demandes se serait abattue en ce sens sur l'Ambassade de Hongrie à Bucarest. Il s'agit encore une fois de «recent rumours» - précise l'auteur.

Les Hongrois seraient-ils donc disposés à abandonner la Transylvanie et à renoncer pour toujours à leurs rêves irrédentistes ? Qui est tellement naïf pour le croire ?! S'il s'agit d'une simple menace, il faut reconnaître qu'elle n'est pas du tout effrayante. Les seuls qui y perdraient seraient évidemment les Hongrois eux-mêmes. Mais ne les sous-estimons pas !

*Ion Necşulescu*

★ ★ ★

## MONT ATHOS ARCHITECTURE CACHEE DE L'EUROPE

Avant la fin de l'an mil, un «centre» de prière et de recueillement a été créé - les Monastères du *Mont Athos* en Macédoine. Son prieur a été le Patriarche OEcuménique de Byzance. Toute l'Eglise orthodoxe bénéficiait de la protection de l'Empereur. Dans la conception orientale, l'église ne peut pas exister sans l'appui d'un Basileus. Comme toute forme de culture, elle doit bénéficier d'un mécénat. L'Empereur apporte une aide importante jusqu'à la prise de Constantinople en 1453 par les Turcs. Après cette date, ce rôle a été repris par les principautés roumaines de Moldavie et Valachie. Elles portaient même l'emblème de l'Empire: l'aigle bicéphale que les princes Bessarabes, Etienne le Grand, nommé par le Pape «Athlète du Christ» et d'autres princes comme Michel le Brave, portaient sur leurs vêtements et les objets de cérémonie.

Leur protection n'était pas seulement conventionnelle, mais aussi effective. Des livres saints furent imprimés en «Romania tertia» et diffusés chez les Slaves du Sud (Yougoslavie), les Grecs. Ils firent de très importantes donations pour entretenir les vingt monastères du Mont Athos.

Le Mont Athos renferme des chefs-d'oeuvre d'art byzantin d'une valeur inestimable. Mais, malheureusement, ce trésor reste aujourd'hui caché et cette attitude représente une grande perte sur le plan spirituel.

Il est temps que les européens par leurs organismes représentatifs au niveau international s'intéressent à cette question pour modifier cet état de choses, déplorable pour notre culture européenne.



# ADENAUER

*«Nous devons regarder aussi à l'Est où des pays ont un riche passé européen, font partie de l'Europe et doivent avoir la possibilité de lui être associée».*

*Konrad Adenauer, février 1967*

La République fédérale d'Allemagne a célébré, le 5 janvier dernier, le centenaire de la naissance de Konrad Adenauer à Cologne en 1876.

Le tournant dans sa carrière politique eut lieu en 1949, un moment décisif tant pour le sort des deux Allemagnes que pour celui de l'Europe elle-même.

Il lui fut confié, cette année-là, la charge suprême de Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, charge exhumée pour la première fois dans cette nation après le désastre de la Seconde Guerre mondiale.

Dès les premiers jours passés à la tête du gouvernement, Konrad Adenauer se démontra être un politicien de très haut niveau et doté d'une vision claire du futur destin du continent européen; ses formidables volonté et capacité de réalisation lui permirent d'appliquer les politiques intérieure et étrangère auxquelles il croyait si fermement.

Grâce à sa ténacité, son honnêteté, son esprit de justice et sa sagesse chrétienne, il sut, au cours de ces années difficiles, faire renaître de ses cendres sa patrie en offrant au monde l'image d'une Allemagne nouvelle et démocratique.

En même temps, en politique étrangère, il se battit avec opiniâtreté pour l'idée d'une Europe unie.

Dès 1950, il proposa de donner vie à l'Union franco-allemande et, la même année, il fit devenir l'Allemagne, membre associé du Conseil de l'Europe.

Il signa à Paris, en 1951, comme représentant de son gouvernement, le traité qui instituait la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) et, l'année suivante, le Parlement de la R.F.A.

ratifia le Plan Schuman. Le 10 septembre de cette même année, en qualité de premier Président, Adenauer ouvrit la session constituante du Conseil des Ministres de la C.E.C.A.

Au cours des années qui suivirent, il conduisit l'Allemagne au sein de l'Union de l'Europe Occidentale et de l'O.T.A.N., à l'adhésion au Traité de Rome et, ensuite, au sein de la Communauté Economique Européenne, premier pas concret vers son rêve d'une Europe unie.

Les neuf années passées depuis la mort du «Grand Vieux» ont confirmé, point par point, l'excellence et la clairvoyance de son oeuvre.

Avoir pressenti que l'avenir, la prospérité et la paix de sa patrie étaient étroitement liés à l'avenir, la prospérité et la paix de l'Europe toute entière et que ce but ne pouvait être atteint que par l'union de toutes les forces européennes, démontre que le titre de «Père de l'Europe» lui a été conféré à juste raison.

Cet infatigable pionnier de l'idée européenne sera rappelé cette année par la Fondation Européenne Dragan, au cours d'une cérémonie commémorative au siège de Rome et par la publication de son profil dans la collection des «Cahiers Historiques» intitulée «Les Précurseurs de l'Européisme», avec lesquels la Fondation désire fixer les images des personnages qui sont les messagers les plus qualifiés de l'idée d'une Europe unie, à travers les paroles de témoins encore vivants qui assistèrent ou participèrent aux actions de ces Précurseurs qui jetèrent les bases de l'histoire de la Nouvelle Europe.



# L'ANNEE DE LA FEMME

## BILAN

L'année 1975, proclamée par l'ONU «Année Internationale de la Femme» est désormais finie. Faisons un bilan.

A première vue, il apparaît évident que l'on a beaucoup parlé de cette question; mais ce flot de paroles n'a pourtant pas conduit à des résultats concrets.

Seule la dernière des grandes conférences internationales, tenue à Paris, a été consacrée par l'ONU au bilan des activités déployées par cette organisation pour résoudre le problème féminin.

On ne peut certes pas dire que les femmes se soient désintéressées de leur problème que l'année internationale, qui leur a été dédiée, a porté sur la scène mondiale.

Cent cinquante déléguées, représentant des pays du monde entier, s'étaient réunies à Paris; ce qui démontre combien elles sentent ce problème.

La proclamation de l'année internationale de la femme a provoqué une véritable avalanche de réunions, de conférences et de rencontres; mais il ne s'est agi que d'une avalanche de mots qui n'a rien laissé de constructif. Elle a cependant eu le mérite de démontrer que le sexe féminin, dans tous les pays, sent largement le problème de porter la femme à un niveau d'égalité vis-à-vis de l'homme dans tous les domaines: du sein de la famille à la participation dans le travail et dans les charges jusqu'à la conduite politique du pays.

Les conférences et les débats ont surtout fait ressortir l'énorme différence existant dans la condition de la femme dans les différents pays et que cette condition est étroitement liée au type de société à laquelle elle appartient.

Bien que la plupart des constitutions de nombreux pays proclament l'égalité des hommes et des femmes vis-à-vis de la loi et, par suite, l'égalité des droits, il existe en réalité un profond fossé entre les idées exprimées dans ces documents et les pratiques de la vie de chaque société individuelle.

Sous la poussée de l'opinion publique féminine, il a presque partout été voté, au cours de l'année 1975, des mesures sur l'égalité des sexes ou contre la discrimination féminine. Mais il y a peu d'espoir que ces mesures aient la force d'abolir dans de nombreux pays - surtout ceux qui sont encore sous-développés ou en voie de développement - les habitudes, les usages et les intérêts même économiques qui se sont créés au cours des millénaires d'inégalité sociale des sexes.

Les femmes elles-mêmes ont plus d'une fois pris conscience de cette situation.

Gisèle Halimi, qui a présidé la conférence-bilan de l'Année de la Femme à Paris, a synthétisé ce sentiment commun par des mots précis: «Nous, les femmes, nous avons des milliers d'années de retard à récupérer dans nos droits».

Les remèdes avancés au cours de l'examen du bilan effectué à Paris ont été peu nombreux. Parmi ces propositions, ne sont apparues concrètes et réalisables que celles qui concernaient la conduite d'une lutte féminine continue dans chaque pays; tout d'abord les lois et les constitutions existantes doivent être respectées, puis il faudra effectuer des pressions sur les gouvernements, surtout à l'époque des élections quelles qu'elles soient - des locales aux nationales - jusqu'au choix des représentants au niveau international.

D'autres propositions intéressantes concernent l'égalité de la femme dans le domaine du travail, surtout dans les pays les moins évolués où la main-d'oeuvre féminine est toujours rétribuée avec des salaires plus bas.

Les Nations Unies semblent disposées à accepter la demande formulée à la Conférence de Paris, de proclamer la décennie 1976-1985 «Les années de la Femme».

Il est cependant incontestable que, parallèlement aux organes officiels, ces mêmes femmes doivent agir, dans chaque pays, avec décision, si possible par des

actions internationales coordonnées pour provoquer, dans chaque pays, des formes d'adaptation, si ce n'est d'émulation, au développement social que le fait de reconnaître les droits de la femme finira par promouvoir dans les sociétés qui l'adopteront.

Françoise Giroud, ministre du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré que les femmes, aujourd'hui encore, continuent à commettre une erreur fondamentale dans leur manière de voir le problème de l'égalité des sexes.

D'après la femme-ministre de France, ce problème tire son origine dans la diversité d'éducation que les femmes donnent à leurs propres enfants selon le sexe.

La situation ne changera pas, les discours, les conférences nationales et internationales sur l'inégalité des sexes ne resteront que des mots et des prétextes officiels pour les «féministes professionnelles» pour justifier leur métier, tant que les femmes du monde entier ne se rendront pas compte que la clé du problème est entre leurs mains: éduquer dans un système d'égalité et inculquer le principe de parité à leurs enfants tout en les considérant sans distinction au dehors de leur sexe.

## OECUMENISME

# LA GRANDE RECONCILIATION

L'Année sainte s'est terminée. Placée sous le signe de la réconciliation, elle a lancé à tous les chrétiens l'appel de surmonter leurs divisions, aussi bien entre les différentes confessions qu'à l'intérieur de l'Eglise catholique entre les différentes tendances. Un des événements qui ont marqué la fin du «jubilé» de 1975 a été la messe célébrée le 10 décembre en la Chapelle Sixtine par Paul VI en présence de 14 cardinaux et 20 archevêques et évêques catholiques, du Métropolitain orthodoxe Méliton de Chalcédoine et des représentants du Patriarche de Moscou et de l'Archevêque anglican de Canterbury. Parmi les hauts dignitaires laïques de l'Eglise Oecuménique Orthodoxe présents il y avait M. J.C. Dragan, Grand Archonte Référendaire.

La sainte liturgie rappelait au monde le dixième anniversaire de l'abrogation des excommunications de 1054, qui avaient marqué la grande rupture entre les Eglises de Rome et de Constantinople.

Le Métropolitain Méliton a prononcé une allocution historique, le Rév. Père Duprey a lu le message du Patriarche de Constantinople Dimitrios, qui annonçait la constitution d'une commission spéciale panortho-

doxe chargée d'examiner avec les délégués de l'Eglise de Rome les principales questions doctrinales qui séparent catholiques et orthodoxes. Le Pape Paul VI prononçait à son tour un discours de haute signification oecuménique, marquant également l'importance historique de cet anniversaire.

Le Pape s'approcha du Métropolitain Méliton, s'agenouilla devant lui et lui baisa la sandale en signe d'humilité et de demande de padron.

Ce geste du représentant le plus puissant de l'Eglise chrétienne a impressionné le monde. L'année 1976 est considérée l'année qui ouvre l'action de l'oecuménisme concret.

L'unification de l'Eglise chrétienne enregistre ainsi un nouveau pas positif. Il convient de rappeler, à ce sujet, tous les efforts accomplis par le Pape Jean XXIII, le Pape Paul VI et le Patriarche Athénagoras Ier. Nos lecteurs qui désirent se documenter sur ces rencontres, peuvent commander l'imposante monographie «Les pacificateurs», publiée par la Fondation Européenne Dragan. Le B.E. est prêt à recueillir tous ces demandes.

## POUR UNE COMMUNAUTE CULTURELLE EUROPEENNE

La Fondation Européenne Dragan s'est faite la promotrice d'une Table Ronde qui s'est déroulée à Rome les 17 et 18 janvier 1976.

La Table Ronde, qui était placée sous le haut patronage de M. Edmond Giscard d'Estaing et était présidée en son nom par M. C. Dragan, avait pour but d'élaborer un plan d'action de la Fondation elle-même pour mettre au point une étude tendant à promouvoir la constitution d'une «Communauté Culturelle Européenne».

Une douzaine d'experts hautement qualifiés et provenant de divers pays européens y ont pris part. Ils ont tout d'abord examiné l'action poursuivie par la Fondation Européenne Dragan depuis quelques années déjà, pour sensibiliser à ce problème les autorités nationales des divers pays européens, les grands centres de la culture et de l'éducation, ainsi que le Conseil de l'Europe avec un premier document datant de mars 1971.

Cette Table Ronde avait pour thème «Une Communauté Culturelle Européenne à la lumière de la Conférence d'Helsinki».

Trois documents de base ont été examinés et étudiés pour les travaux:

1° - La Convention Culturelle Européenne de 1954

2° - L'acte final de la Conférence d'Helsinki

3° - Le texte préparé par la Fondation Européenne Dragan et illustré par son Président pour un modèle d'entente européenne sur la culture qui, ayant force de loi internationale, atteint le but de conserver, de développer et de transmettre le patrimoine culturel européen aux générations futures.

Les participants sont tombés d'accord quant à la nécessité de multiplier les efforts pour parvenir à concilier, à coordonner et à affirmer une réalité européenne dans le domaine de la culture; ils ont, d'autre part, reconnu l'importance de l'action entreprise par la Fondation Dragan pour stimuler l'intérêt des nations européennes à ce problème et ont conclu en invitant la Fondation elle-même à poursuivre son action, car ils la jugent un domaine idéal pour permettre des rencontres entre les experts et les parlementaires de l'Est et de l'Ouest européen, rencontres qui peuvent conduire à l'élaboration d'un guide pratique de coopération culturelle qui groupe toutes les initiatives européennes.

E.D.

---

---

*Le Bulletin Européen souligne avec grande satisfaction la participation à cette réunion de la Roumanie, le premier Etat socialiste qui affirme sa vocation européiste et son désir de contribuer à la création d'une Europe unie. La présence active du représentant roumain à la Table ronde de Rome a démontré la justesse de la thèse, soutenue par la Fondation Européenne Dragan dans le Projet de la Communauté culturelle européenne, que le domaine de l'éducation, des sciences, de la culture et de l'information est le premier qui doit aider les peuples à mieux se connaître les uns les autres et à franchir les barrières qui les séparent.*

*La Rédaction*

---

---

## LE LATIN VIVANT

*Le 15 janvier 1976, sous les auspices de la Fondation Européenne Dragan, a eu lieu l'inauguration du second cycle du cours de «latin vivant». Il s'agit d'une expérience qui, l'année passée, a donné des résultats très encourageants, et qui se propose de faire du latin un instrument linguistique international très simple et commode pour la conversation usuelle. La langue qu'on enseigne n'est ni le latin des discours cicéroniens ou bien des Annales de Tacite, ni une langue inventée, artificielle, mais un essai de reconstruction de l'idiome employé par les Romains eux-mêmes, quand ils s'exprimaient sans prétentions littéraires et voulaient tout simplement communiquer et discuter les questions les plus familières et les plus banales. L'initiative de la FED s'inscrit dans l'ensemble des efforts que les européens font pour aider les peuples à surmonter les difficultés d'ordre linguistique qui s'opposent à l'intégration.*

La Rédaction

## LES PRECURSEURS DE L'EUROPEISME

### A. De Gasperi

Le 28 janvier 1976, au Forum de Trajan, au siège romain de la Fondation Européenne Dragan, Marià Romana De Gasperi Catti a tenu une conférence sur l'aspect européen de l'oeuvre de son père, Alcide De Gasperi, le grand homme politique qui assumait les plus hautes charges du gouvernement en Italie après la guerre et affronta les grands problèmes de la reconstruction morale, démocratique et économique de cette nation. Il commença cette oeuvre dès la signature très amère du traité de paix sévère (c'est tout au moins ce qui ressortait de ses propos) imposé à l'Italie par les puissances alliées victorieuses.

Présidait la Conférence, le député Giulio Andreotti, ex-Président du Conseil des Ministres, qui vécut de longues années aux côtés d'Alcide De Gasperi. Il était secondé par M. Constantin Dragan, Président de la Fondation Européenne Dragan, qui a organisé cette manifestation.

M. Dragan déclara que la conférence sur l'action européenne d'Alcide De Gasperi entre dans le cadre des activités de la F.E.D. qui entend fixer, tant que les témoins sont encore vivants, les actions de tous les personnages qui, depuis le début du siècle, ont été les messagers de l'idée d'une Europe unie et ont commencé à en

jeter les bases historiques.

C'est pour cette raison que le souvenir d'Alcide De Gasperi, précurseur de l'Europeisme, était réévoqué par sa fille, Mme Maria Romana Catti, et par M. Giulio Andreotti, qui était à cette époque un jeune homme politique qui se formait à ses côtés.

L'exposé de Mme Catti De Gasperi, détaillé et très documenté, a illustré à un public attentif et nombreux, composé de personnalités de la culture, de la politique et du journalisme, la genèse de l'idée européenne d'Alcide De Gasperi dont les premiers signes apparaissent déjà dans ses écrits précédant la Première Guerre mondiale lorsque lui, le Trentin et par suite sujet autrichien et député au Parlement de Vienne, s'occupa, en 1913, des réfugiés qui fuyaient les terres balkaniques envahies par les Turcs.

Nous avons remarqué, parmi le public, le sénateur Brusasca qui, lui aussi, se trouvait aux côtés d'Alcide De Gasperi lorsqu'au moment de la signature du dur traité de paix, lui, le vaincu, fit une déclaration déjà imprégnée d'Europeisme et arracha un applaudissement à un représentant du gouvernement néerlandais qui siégeait sur le banc des vainqueurs.

## YALTA - 1945

Churchill cède à l'Union soviétique l'Europe de l'Est.

## HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations reconnaît le status quo créé à Yalta.



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.»

*Bulletin Européen*

### SOMMAIRE

Europe: bilan 1975 .....	p. 1
Les flammes du Viêt-nam: Du Liban à l'Angola <i>par R. Cestelli</i> .....	» 4
Le plan Tindemans ou l'Europé à deux vitesses .....	» 7
Sakharov: Une voix qu'on ne peut étouffer <i>par Y. Duval</i> .....	» 8
We and the others: The North-South Dialogue .....	» 10
Un geste contre l'Europe: Une manipulation absurde <i>par I. Neçşulescu</i> .....	» 12
Adenauer, le «Père de l'Europe» .....	» 15
Bilan de l'année de la femme .....	» 16
Oecuménisme: La grande réconciliation .....	» 17
Chroniques: Pour une Communauté Culturelle Européenne .....	» 18
Le latin vivant .....	» 19
Les Précurseurs de l'Européisme: A.De Gasperi .....	» 19

REDACTEUR RESPONSABLE: Dante Ferrari ★ Direction - Rédaction Via Magnanapoli 11 - Roma ★  
ABONNEMENTS ANNUELS: ordinaire F.F. 50 - de soutien F.F. 250 ★ (ou monnaie européenne  
équivalente) ★ Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 ★ Stampato in proprio ★